

Affaires générales et politique
General affairs and policy

Doc. prél. No 6
Prel. Doc. No 6

Mars / March 2003



**PROPOSITION DE CREATION D'UN INSTITUT INTERNATIONAL
DE FORMATION JURIDIQUE A LA HAYE**

soumis par le Bureau Permanent

* * *

**PROPOSAL FOR A HAGUE INTERNATIONAL
LEGAL TRAINING INSTITUTE**

submitted by the Permanent Bureau

*Document préliminaire No 6 de mars 2003
à l'intention de la Commission spéciale d'avril 2003
sur les affaires générales et la politique de la Conférence*

*Preliminary Document No 6 of March 2003
for the attention of the Special Commission of April 2003
on General Affairs and Policy of the Conference*

**PROPOSITION DE CREATION D'UN INSTITUT INTERNATIONAL
DE FORMATION JURIDIQUE A LA HAYE**

soumis par le Bureau Permanent

* * *

**PROPOSAL FOR A HAGUE INTERNATIONAL
LEGAL TRAINING INSTITUTE**

submitted by the Permanent Bureau

INTRODUCTION

La Conférence de La Haye de droit international privé est la principale organisation intergouvernementale de rayonnement mondial de coopération transfrontière en matière de droit commercial et civil. Forte de plus d'un siècle d'expérience, la Conférence propose un large éventail de conventions multilatérales portant sur des activités humaines très diverses, du commerce international, commerce électronique compris, à la protection internationale des enfants. Plus récemment, la Conférence s'est fait connaître pour son travail de pionnier, accompli en élaborant des Conventions instaurant un cadre institutionnel à la coopération entre les nations. L'objectif final de la Conférence est d'œuvrer à un monde dans lequel, en dépit des différences entre systèmes juridiques, les personnes physiques et morales bénéficient d'une forte sécurité juridique.

Récemment, la Conférence de La Haye a décidé de prendre du recul et de faire le point sur son évolution pour élaborer une stratégie d'avenir.¹ Ce processus a permis une réflexion créative sur la manière dont l'organisation pourrait répondre aux nombreux défis auxquels elle est actuellement confrontée et conforter ses succès. La croissance sans précédent des membres de la Conférence,² des Etats parties à ses Conventions et de ses activités est un signe de réussite, mais aussi un défi. De plus, le bon fonctionnement des systèmes de coopération transfrontière entre autorités judiciaires ou administratives instaurés par les Conventions les plus largement signées requiert un travail de suivi considérable. Pour tenter de répondre à ces besoins, le Secrétariat a sensiblement développé ses tâches d'administration, de suivi et d'appui aux Conventions existantes. Il a notamment, à la demande des Etats membres, formé et contribué à la formation de juges, d'administrateurs et d'autres praticiens. Ce type de formation revêt une importance croissante, surtout dans le cas des nouveaux Etats membres qui ont peu d'expérience de la coopération juridique transfrontière et qui, pour beaucoup d'entre eux, n'auraient pas les ressources nécessaires à cette formation.

Il est maintenant temps de donner un fondement plus solide à certains de ces services de suivi des conventions. Les contraintes financières et humaines ont limité la capacité du Secrétariat à fournir toute la gamme de services pourtant nécessaires.³ Former et contribuer à la formation des juges, administrateurs et autres praticiens constitue notamment une activité à laquelle la petite équipe juridique du Secrétariat, faute de temps, ne peut se consacrer que de manière limitée. Plus précisément, les mesures visant la formation et l'assistance technique aux Etats contractants nécessitent une approche plus structurée, en particulier s'agissant des conventions qui impliquent, pour leur réussite, une coopération étroite entre autorités judiciaires et administratives dans des systèmes juridiques très diversifiés.

Par conséquent, a émergé l'idée de créer un institut lié à la Conférence de La Haye, sous la responsabilité du Secrétaire général, spécialisé dans l'éducation, la formation et l'assistance technique, en appui aux travaux généraux de la Conférence, afin de répondre à la demande croissante à laquelle celle-ci est confrontée mais ne peut plus faire face. Cet institut aura non seulement pour vocation de rechercher des fonds privés et publics destinés spécialement à la mise en œuvre impérieuse des tâches d'éducation, de formation et d'assistance technique, mais également d'assurer de manière autonome un emploi plus efficace et plus rentable des ressources. En se concentrant sur sa mission, il pourra fournir, à un coût réduit, un nombre plus important de services de qualité, aujourd'hui assurés par la Conférence de La Haye. Il pourra également concevoir et développer plus rapidement de nouveaux services et produits et

¹ Voir le Plan stratégique de la Conférence de La Haye de droit international privé, élaboré par le Bureau Permanent, avril 2002.

² Depuis janvier 2001, la Conférence est passée de 47 à 62 Etats membres, soit une augmentation de près de 30%.

³ En fait, un rapport indépendant effectué par PricewaterhouseCoopers est arrivé à la conclusion qu'il existe « un écart d'environ 30% entre les ressources du Secrétariat et sa charge de travail ». Voir La Conférence de droit international privé : Déficit de ressources et positionnement stratégique, Rapport de PricewaterhouseCoopers, Document préliminaire No 19 de mars 2002, à l'intention de la Commission I d'avril 2002, page 3.

ce faisant, atteindre un plus large public. Il sera possible d'élaborer des programmes et matériels standardisés et éviter de réinventer les méthodes déjà établies pour les séminaires concernant diverses conventions, et ciblant des publics spécifiques. L'institut pourra diminuer les frais fixes en négociant des contrats à long terme et à prix réduit avec les éditeurs, les universités et d'autres institutions qui le soutiendront dans son travail, et ainsi bénéficier d'économies d'échelle. Par ailleurs, il combinera un savoir faire international en matière de formation et une spécialisation juridique déjà très élevée à la Conférence de La Haye, garantissant ainsi qualité et efficacité à travers la division du travail. Un institut de formation lié à la Conférence de La Haye pourra s'appuyer sur les travaux accomplis jusqu'ici par le Secrétariat et satisfaire les demandes. De plus, il pourra aider les pays, qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour financer une formation, à obtenir les fonds nécessaires. Enfin, il pourra apporter une contribution unique au développement de systèmes efficaces de coopération internationale judiciaire et administrative.

Exemples de services proposés par l'Institut

Les services qui seront proposés par l'Institut, et pour lesquels il cherchera des fonds, compléteront et renforceront ceux actuellement offerts par la Conférence de La Haye.⁴ Pour comprendre l'objectif de l'Institut de formation, il est donc nécessaire de mieux appréhender le travail réalisé par la Conférence.

L'une des caractéristiques qui différencient les Conventions de La Haye des lois purement nationales est l'absence d'autorité centrale, telle qu'un tribunal, pour veiller à l'efficacité et à la cohérence de leur mise en oeuvre et de leur application dans une très grande diversité d'Etats contractants. De ce fait, des efforts particuliers de suivi, de formation et d'assistance technique sont nécessaires pour aider les Etats contractants dans leurs efforts visant à assurer que le fonctionnement des Conventions serve les intérêts de leurs citoyens. Depuis de longues années, la Conférence de La Haye accomplit un travail de pionnier en développant diverses techniques pour suivre ses Conventions et leurs parties contractantes et en assurer le suivi continu. Ce sont notamment les bilans réguliers du fonctionnement pratique de certaines Conventions, la formation, l'assistance technique et leur promotion, la diffusion internationale sur Internet d'informations relatives aux pratiques et au droit jurisprudentiel relevant des Conventions, l'élaboration de guides de bonnes pratiques et le développement de réseaux internationaux de personnes qui ont des responsabilités dans le cadre des Conventions, comme les juges, par exemple. Le Secrétariat de la Conférence de La Haye conservera bien entendu la responsabilité de la majorité des services postérieurs aux Conventions, qui constituent un aspect essentiel de sa mission, tandis que l'Institut de formation se concentrera sur l'éducation et la formation en appui à ce travail, via les activités ci-dessous :

1. Formation à la demande pour les juges, les fonctionnaires, le personnel des Autorités centrales et les praticiens sur le fonctionnement de Conventions données élaborées par la Conférence de La Haye, tant avant qu'après la ratification ou l'adhésion d'un Etat à une certaine Convention.
2. Développement et vente de produits (manuels de formation, vidéos, etc.) destinés à renforcer la mise en oeuvre et l'application des Conventions de La Haye.
3. Séminaires publics pour mieux faire connaître le droit international privé et encourager les recherches dans ce domaine et dans celui du développement de systèmes internationaux de coopération juridique ou administrative en matière de droit civil et commercial.

⁴ « Les principaux objectifs de la fonction éducative de la Conférence sont d'aider à la mise en oeuvre efficace des Conventions de La Haye, de promouvoir la cohérence de leur interprétation et des pratiques afférentes développées par les Etats parties, et plus généralement, de sensibiliser aux objectifs et à la valeur des Conventions, en particulier auprès des nouveaux Etats membres et d'autres Etats susceptibles d'être parties. », Plan stratégique de la Conférence de La Haye de droit international privé, note 1, *supra*, paragraphe 420.

Même si les activités d'éducation et de formation de l'Institut ont une portée internationale, l'Institut pourrait avoir avantage à concentrer ses efforts sur des pays sous-développés ou en développement tel que les Etats membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), du Commonwealth de Etats Indépendants, ainsi que des Etats d'Amérique centrale, des Caraïbes et l'Afrique du sud.

Ces services peuvent être développés et renforcés par une coopération et des partenariats avec d'autres organisations poursuivant des objectifs similaires. Ils peuvent être notamment proposés, à travers l'Institut, aux Etats qui n'ont pas actuellement de ressources suffisantes à y consacrer.

Coopération avec d'autres institutions internationales

Un Institut de formation situé à La Haye pourrait profiter de la vaste communauté d'organisations et de tribunaux qui y siègent et ont une expérience spécifique de différents domaines du droit international, et y apporter sa contribution. Ainsi, l'Institut pourrait recruter des personnes qui ont déjà travaillé à la Conférence de La Haye et travaillent aujourd'hui pour d'autres organisations, et pourrait coopérer avec des organismes comme l'Institut Asser, l'Institut Clingendael et l'Institut des études sociales, ainsi que des universités néerlandaises (et autres) qui coopèrent avec les diverses organisations internationales basées à La Haye. L'Institut devrait également bénéficier des relations qu'entretient la Conférence de La Haye avec la Communauté européenne afin de coopérer avec cette Organisation régional d'intégration économique ainsi qu'avec des Organisations telles MERCOSUR et ASEAN.

EXEMPLES DE TRAVAUX RÉALISÉS PAR LA CONFÉRENCE DE LA HAYE EN MATIÈRE DE FORMATION, D'ÉDUCATION ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Séminaires de juges et ateliers juridiques

Depuis vingt ans, la Conférence de La Haye de droit international privé effectue un travail de pionnier consistant à élaborer des systèmes de coopération internationale administrative et judiciaire pour protéger les personnes confrontées à des situations transfrontières difficiles. La mise en place de mécanismes de coopération de ce type exige un appui conséquent que le Bureau Permanent s'est efforcé d'apporter par divers moyens, notamment les séminaires de formation. Cet appui et la formation des responsables de l'application de systèmes internationaux de coopération transfrontière mis en place par les Conventions de La Haye sont nécessaires à la réussite de ces instruments internationaux, et tout particulièrement pour les États qui manquent d'expérience ou dont les ressources sont limitées. Ces séminaires permettent aux juges, en particulier ceux des États parties à une Convention, de se familiariser avec son fonctionnement et contribuent à une meilleure compréhension et à l'amélioration des communications entre les pouvoirs judiciaires ou administratifs de différents pays.

De manière générale, les séminaires et ateliers ci-dessous ont donné à des juges, autres fonctionnaires d'État, praticiens et experts, la possibilité de réfléchir et de débattre des évolutions du droit international privé dans le contexte de la Convention à laquelle ils se sont consacrés. De plus, ces séminaires ont favorisé un climat de compréhension et de confiance entre les juges, climat indispensable à un fonctionnement efficace et cohérent des instruments objets du débat.

1. En juin 1998, la Conférence a organisé un séminaire pour les juges sur la protection internationale des enfants, auquel ont participé trente-quatre juges venus de vingt-six pays. Ce séminaire, qui a été financé par le Programme *Grotius* de l'Union européenne, était le premier séminaire organisé par la Conférence de La Haye à l'intention des juges.
2. En juin 2000, la Conférence a organisé un deuxième séminaire pour les juges sur la protection internationale des enfants, auquel ont assisté quarante juges venus de quatre pays. Ce séminaire a été financé par des contributions volontaires spéciales des gouvernements participants.
3. En octobre 2001, la Conférence a tenu un troisième séminaire pour les juges sur la protection internationale des enfants à De Ruwenberg à la demande de l'Allemagne et des États-Unis. Ce séminaire a réuni trente et un juges venus d'Allemagne, d'Angleterre, d'Écosse, des États-Unis, de France, des Pays-Bas, du Pays de Galles et de Suède, ainsi que treize experts de diverses Autorités centrales et ministères. Il a été financé par le Programme *Grotius* de l'Union européenne et par les États participants.
4. En septembre 2000, un atelier de juristes venus d'Allemagne, de Finlande, de France, des Pays-Bas, du Portugal, de la Fédération de Russie et de Suède s'est réuni afin de faciliter l'adhésion de la Fédération de Russie à plusieurs Conventions de La Haye sur l'entraide judiciaire. Cet atelier a été financé par des contributions volontaires de la Finlande et des Pays-Bas.
5. En octobre 2001, des juristes de la Fédération de Russie et d'autres pays se sont réunis dans le cadre d'un atelier destiné à promouvoir l'entraide judiciaire dans les affaires civiles liées aux Conventions de La Haye. Cet atelier a été financé par des contributions volontaires de la Finlande et du Canada.

6. Le Programme TAIEX de l'Union européenne pour l'Europe de l'Est a organisé plusieurs séminaires juridiques en Pologne en septembre 2000, octobre 2000, novembre 2000 et juin 2001. Des juristes de la Conférence de La Haye ont été invités à s'y exprimer afin de familiariser les juges avec les Conventions de La Haye relatives au droit international de la famille.

Ateliers régionaux de discussion

La Conférence a organisé plusieurs ateliers régionaux de discussion consacrés à divers aspects des Conventions existantes ou des projets de Convention. Ainsi, afin de préparer la Session diplomatique sur la *Convention de La Haye sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire*, la Conférence, avec l'appui financier des États membres et du secteur privé, a dirigé dix ateliers régionaux dans la région Asie-Pacifique, en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine. Ces ateliers se sont appuyés sur les ateliers régionaux de l'année précédente, qui avaient préparé le terrain et permis une plus grande productivité de ces derniers préparatifs. Concernant les Conventions existantes, un atelier a été organisé, par exemple, au Sénégal par l'Union internationale des huissiers de justice (UIHJ) pour les États membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). Les débats ont porté sur les Conventions sur la coopération judiciaire et administrative et sur l'importance de celle-ci pour un traitement judiciaire en douceur des différends transfrontières en Afrique.

Ces ateliers s'avèrent particulièrement efficaces pour encourager la participation d'un nombre croissant d'experts, surtout dans les pays qui ont peu de ressources et ne peuvent donc pas envoyer de délégués à chaque réunion organisée à La Haye lors des négociations relatives à des Conventions existantes ou en projet. D'autre part, les ateliers régionaux peuvent se tenir dans la langue de la région, ce qui renforce la capacité des délégués à participer efficacement aux discussions et leur permet de mieux appréhender les enjeux. Enfin, ces ateliers sont gratuits et ouverts à tous ceux qui le souhaitent – fonctionnaires, juristes, praticiens et acteurs du marché. Les praticiens de la région jouent fréquemment un rôle dans ces ateliers, car ils permettent aux experts présents de mieux comprendre les problèmes propres à une région et de former les juristes au fonctionnement du projet de Convention ou d'une Convention existante. Ces ateliers sont de précieux outils de formation et d'information.

Rédaction de textes législatifs et réforme politique

La Conférence a également pris part à l'élaboration de textes législatifs et à la mise en œuvre de diverses Conventions, notamment la Convention sur les trusts et les Conventions sur les enfants. Ces travaux ont souvent été effectués en collaboration avec d'autres organisations et se sont concentrés sur les pays en développement ou en transition. En 1991, par exemple, un membre du Secrétariat a participé à une mission d'experts qui a conseillé le Gouvernement roumain sur la Convention sur les droits de l'enfant en matière d'adoption internationale. En 1992, à la demande de l'Albanie, la Conférence de La Haye a travaillé avec l'UNICEF sur la rédaction d'une nouvelle loi sur la protection de l'enfant et l'adoption des enfants. En 1993, la Conférence a pris part à une mission organisée conjointement par l'UNICEF et l'UNHCR pour la protection des droits des enfants non accompagnés en ex-Yougoslavie. En 1996, un membre du Secrétariat a aidé le Parlement du Paraguay à élaborer la législation sur la protection des enfants. En 1998, un autre membre du Secrétariat a pris part à une mission en Arménie, mise en place à la demande du Gouvernement arménien et placée sous l'égide de l'UNICEF et du Service social international; cette mission était chargée d'élaborer des recommandations relatives aux réformes politiques et législatives dans le domaine de l'assistance aux enfants sans famille.

Programmes spécialisés et produits de recherche de la Conférence de La Haye pouvant être utiles à l'Institut de formation

Colloques

La Conférence de La Haye a organisé et/ou participé à plusieurs colloques dédiés à différents aspects du droit international privé en coopération avec d'autres organisations. Ces colloques sont utiles car ils initient les participants à diverses Conventions de La Haye et leur permettent de se former auprès des experts présents. Ils sont financés par des universités, d'autres bailleurs de fonds privés et parfois des États. De plus, les actes des séminaires sont souvent publiés. L'Institut de formation pourrait de même coopérer avec d'autres organisations pour proposer des séminaires à l'intention des praticiens sur diverses Conventions, sous les auspices de la Conférence. La Conférence a organisé les colloques suivants :

1. Colloque sur *Les perspectives du droit international privé après la fin de la division de l'Europe*. Ce colloque de trois jours, qui s'est déroulé en avril 1992, a été co-organisé avec l'Institut de droit international privé et de droit comparé de l'Université d'Osnabrück. Ses actes ont été publiés par Carl Heymanns Verlag KG. Cet événement a été financé par la Commission européenne, le Ministère allemand de la Justice, le Ministère néerlandais des Affaires étrangères, le Gouvernement de Basse-Saxe, Stadtparkasse Osnabrück, Kreissparkasse Osnabrück et l'Université d'Osnabrück.
2. Colloque sur *Le rôle de la Conférence de La Haye de droit privé international*. Cette conférence de trois jours a été organisée en octobre 1992 en coopération avec l'American Bar Association et le Private Adjudication Center de la faculté de droit de l'Université de Duke qui l'ont cofinancée.
3. Colloque intitulé « *Vers une Convention sur les problèmes de droit international privé en matière de dommages causés à l'environnement* ». Cette conférence de trois jours, qui s'est tenue en avril 1994, a été co-organisée par l'Institut de droit international privé et de droit comparé de l'Université d'Osnabrück, et financée par Bundesiftung Umwelt. Ses actes ont ensuite été publiés par Carl Heymanns Verlag KG.
4. Colloque sur le thème « *Enfants déplacés : comment garantir leur droit d'avoir une vie de famille* ». Cette conférence de trois jours, qui s'est tenue en octobre 1994, a été co-organisée par le Comité néerlandais de l'année internationale de la famille et financée par le Ministère néerlandais de la Santé, des Affaires sociales et des Sports, le Ministère néerlandais de la Justice et Martinair Holland. Les actes ont été publiés par Kluwer Law International.
5. Colloque intitulé « *Internet. Quel tribunal décide, quel droit s'applique ?* » Cette conférence, qui s'est déroulée en 1997, a été co-organisée par l'Institut Molengraaff de l'Université d'Utrecht et financée par l'Université d'Utrecht.
6. Colloque intitulé « *Mondialisation des droits de l'enfant : le rôle des Conventions de La Haye* ». Ce colloque, qui s'est tenu en 1997, a été co-organisé par l'Université de Tilburg et l'Association internationale de droit de la famille, et cofinancé par la Fondation Levi Lassen située à La Haye, l'Université de Tilburg, Kluwer Law International, l'Association internationale du droit de la famille et le Ministère de la Justice des Pays-Bas.
7. Colloque intitulé « *Les tribunaux occidentaux face au droit islamique* ». Cette conférence de trois jours, qui s'est tenue en octobre 1998, a été co-organisée par l'Institut de droit international privé et de droit comparatif de l'Université d'Osnabrück et financée par le Forschungsgemeinschaft à Bonn, la Fondation pour la promotion de la recherche en droit international privé à La Haye, le Ministère de la Science et de la Culture de la Basse-Saxe et le Sparkasse Osnabrück. Les documents distribués lors du colloque ont ensuite été publiés par Carl Heymanns Verlag KG.

8. Colloque intitulé « *Table ronde sur les questions de droit international privé posées par les opérations de commerce électronique et Internet* ». Cette conférence de trois jours s'est tenue en septembre 1999 et a été co-organisée par l'Université de Genève et a été généreusement financée par le Programme *Grotius* de l'Union européenne.
9. *Réunion d'experts sur le commerce électronique et la compétence internationale*. Cette réunion, qui s'est tenue en février 2000 sur invitation du Gouvernement du Canada, a été financée par le Ministère de la Justice du Canada et a été suivie d'une deuxième réunion sur le même sujet en février 2001, également sur invitation du Gouvernement du Canada. Toutes deux ont été financées par des contributions volontaires du Gouvernement canadien.

Publications

Outre les Actes et documents des Conférences diplomatiques, qui sont publiés par les Éditions SDU aux frais du Ministère néerlandais des Affaires étrangères, et les nombreuses publications tirées des colloques évoqués plus haut, la Conférence de La Haye édite une Lettre des juges. Publiée deux fois par an par le Bureau Permanent, cette lettre est destinée à promouvoir la coopération, la communication et l'échange d'idées entre les juges et les autres parties traitant des affaires de protection internationale de l'enfant. Elle est gracieusement publiée et distribuée par Butterworths à plus de 350 juges, praticiens et autres parties intéressées aux quatre coins du monde.

Produits éducatifs

La Conférence de La Haye a développé et continue d'élaborer plusieurs produits susceptibles de servir à la formation et l'éducation afin de renforcer la cohérence et l'efficacité de l'application des Conventions de La Haye :

1. *Un Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention de La Haye relative la signification et à la notification à l'étranger des actes et un Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention de La Haye sur l'obtention de preuves à l'étranger*. Ces deux ouvrages proposent un commentaire utile sur l'application des deux Conventions et notamment une discussion des questions soulevées dans la jurisprudence des divers États contractants à chaque Convention. Ce sont des ressources importantes pour les praticiens.
2. *Guide de bonnes pratiques pour les Autorités centrales*. Ce guide en cours d'élaboration est un manuel pratique d'aide à la mise en œuvre de la *Convention de La Haye de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants*. Axé sur les questions opérationnelles, il est plus particulièrement destiné aux nouvelles Parties contractantes de la Convention. Il est financé par les contributions volontaires des États membres.
3. *INCADAT*. La Base de données internationale sur l'enlèvement d'enfants est une initiative permettant un accès facile à plusieurs grandes décisions prises par les tribunaux des différents pays du monde en ce qui concerne la *Convention de La Haye de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants*. A chaque affaire est associé un résumé en français et en anglais et un lien vers le texte intégral de la décision. Elle est financée par des contributions volontaires des États membres.

LE FINANCEMENT

Afin de créer l'Institut de Formation, des fonds de départ sont nécessaires. Ce financement de démarrage couvrira le coût de l'embauche d'un Directeur exécutif, d'un Collaborateur juridique et d'un assistant, pour une période d'un an, qui auront ensuite la charge de mettre en place un bureau, faire de la publicité pour l'institut, préparer la conférence à venir sur les services de suivi des conventions, planifier, réunir des fonds et implanter deux projets pilotes, et, sans doute le plus important, développer avec le Conseil de Direction un plan pour le futur de l'Institut.

Vous trouverez ci-dessous une liste des dépenses de départ, ainsi qu'un budget pour la première année de fonctionnement, qui devrait permettre au Directeur exécutif d'accomplir toutes ces tâches. De plus, à la suite de chaque budget se trouve une brève explication de ce qu'incluent les différentes catégories listées.

COÛTS DE DÉPART	EUROS	POURCENTAGE
Recrutement	10,000	13.4%
Assistance juridique	5,000	6.7%
Relations publiques		
Réception d'ouverture	5,000	6.7%
Brochures	16,000	21.5%
Création du logo & papier entête	5,000	6.7%
Dossiers de presse	10,000	13.4%
Traductions	4,500	6%
Création du site Internet	5,000	6.7%
Equipements de bureau		
Trois ordinateurs	4,500	6%
Imprimante, Fax, Photocopieuse	1,200	1.6%
Meubles de bureau	7,000	9.4%
Coûts d'utilisation		
Connexion SDSL pour Internet	1,000	1.3%
Trois lignes téléphoniques & téléphones	225	0.3%
TOTAL	74,425	100%

Coûts de départ

Recrutement - Cela inclut le coût qu'impliquera de faire venir pour un entretien des candidats potentiels pour les postes de Directeur exécutif et de Collaborateur juridique à La Haye et de demander un assistant localement.

Assistance juridique - au départ, l'Institut aura besoin d'une aide au niveau juridique pour préparer son règlement interne, ses statuts, les contrats d'embauche, son implantation aux Pays-Bas, etc.

Réception d'ouverture - L'Institut tiendra une réception d'ouverture pour que le Directeur exécutif puisse être présenté à la communauté de personnes qui entoure la Conférence de La Haye. Cela sera également l'occasion d'introduire l'Institut dans la communauté internationale.

Brochures - Ceci est un coût de départ, car il sera nécessaire de créer une brochure, à la fois pour les clients de l'institut et pour la prospection de fonds, et ce dès le lancement de l'Institut. La somme budgétée à cette fin inclura le prix de la création de la brochure, l'impression d'environ 4.000 exemplaires et les coûts postaux qu'implique l'envoi des brochures en masse.

Création du logo et du papier entête - Il sera nécessaire de créer un logo et du papier à lettre pour le nouvel Institut.

Dossiers de presse - Avec le lancement initial de l'Institut, et au regard des deux programmes pilotes qui seront lancés dans le courant de la première année, il sera nécessaire de créer et d'envoyer une grande quantité de dossiers de presse de manière à susciter un intérêt envers l'Institut et préparer le terrain pour une campagne efficace de collecte de fonds.

Traductions - Tous les documents de relations publiques devront être correctement traduits dans différentes langues pour pouvoir être efficaces. Par exemple, pour promouvoir le programme pilote qui sera mené en Amérique du Sud, il sera indispensable d'avoir des traductions Espagnoles et Portugaises des documents explicatifs.

Création du site Internet - La création d'un site Internet convivial qui assurera la promotion de l'Institut et servira de base d'information sur les sources de formation internationales reliées à des Conventions de La Haye, sera un composant essentiel du processus de lancement de l'Institut.

Equipement de bureau - L'équipement énuméré sera suffisant pour installer des stations de travail pour le Directeur exécutif, le Collaborateur juridique et leur assistant.

Coûts d'utilisation - Il sera important pour l'Institut d'avoir un accès rapide à Internet, ce qui servira l'expansion de l'Institut durant les années à venir.

DÉPENSES DE LA PREMIÈRE ANNÉE *	EUROS	POURCENTAGE
Salaires		
Directeur exécutif	70,000	20.7%
Collaborateur juridique	50,000	14.9%
Assistant	31,200	9.3%
Sous-total	151,200	44.9%
Conseil & formation	5,000	1.5%
Assistance juridique	15,000	4.5%
Assurance	2,500	0.7%
Comptabilité	7,500	2.2%
Loyer / bail	40,000	11.9%
Matériel de communication	5,000	1.5%
Réunions du Conseil de direction	20,000	5.9%
Experts	30,000	8.9%
Traductions	10,000	3%
Collecte de fonds (déjeuners d'affaires, etc.)	5,000	1.5%
Bulletin d'information (2 éditions)	4,000	1.2%
Budget de voyages	26,000	7.7%
Sous-total	170,000	50.5%
Fournitures de bureau / entretien		
Papier, stylos, dossiers, etc.	3,000	0.9%
Nettoyage	2,000	0.6%
Envois postaux, matériel d'envoi, etc.	800	0.2%
Livres, abonnements, etc.	4,500	1.3%
Amortissement	1,000	0.3%
Sous-total	11,300	3.3%
Coûts d'utilisation		
Gaz/électricité	1,350	0.4%
Téléphones fixes & cellulaire	1,600	0.5%
Internet	1,200	0.4%
Sous-total	4,150	1.3%
TOTAL	327,650	100%

* Note : L'Institut occupera des locaux dans l'édifice du Bureau Permanent pendant la première année. Ainsi, certains montants pourraient varier à partir du moment où l'Institut occupera des locaux indépendants.

Dépenses de la première année

Directeur exécutif / Coordinateur de formation - Ce poste budgétaire couvrira le salaire du Directeur exécutif / Coordinateur de formation pour la première année.

Collaborateur juridique - Ce poste budgétaire couvrira le salaire du Collaborateur juridique pour la première année.

Assistant - Ce poste couvrira le salaire d'un assistant pour la première année, qui aidera à produire les outils de formation, s'occupera des envois de courriers et coordonnera les ateliers de travail, les séminaires et les rencontres du nouveau Conseil de Direction.

Conseil et formation - Cela inclut le coût de consultation de spécialistes quant à des projets spécifiques, et de formation à des outils tels que l'informatique et les langues.

Assistance juridique - Durant la première année il sera nécessaire de s'assurer les services d'un conseiller juridique qui sera consulté sur des sujets tels que les contrats de travail, l'établissement de l'Institut dans d'autres pays en tant qu'organisation non commerciale et les mécanismes de prospection de fonds.

Assurance - Il sera nécessaire de souscrire une assurance pour l'Institut, ainsi que pour les équipements des bureaux.

Comptabilité - Cela servira à payer les services d'un expert-comptable qui réalisera des rapports périodiques sur le budget de l'Institut.

Loyer/bail - Cela représente les frais de location de certains locaux situés dans l'édifice du Bureau Permanent et présentement utilisés par la Conférence de La Haye.

Matériel de communication - Cela représente le coût d'impression du papier à lettres, des cartes professionnelles et des documents concernant les projets conduits par l'Institut. Il est important que ce matériel soit de haute qualité afin de faciliter la prospection de fonds pour l'Institut.

Réunions du Conseil de direction - Cela devrait permettre de couvrir 2 réunions du Conseil au cours de l'année. L'Institut devra payer les frais de voyage et de logement des membres du Conseil et fournir les repas durant la réunion.

Experts - Pour pouvoir réaliser un plan pour les deux programmes pilotes qui seront lancés durant la première année, planifier le travail futur et créer les premiers outils de formation, il est nécessaire de louer les services d'experts en formation et/ou en droit international privé.

Traductions - Durant la première année, il sera nécessaire de traduire les outils et documents nécessaires à la communication, ceux relatifs aux événements spéciaux, les lettres de recherche de fonds, et les documents relatifs aux projets de l'Institut, dans diverses langues, de manière à assurer et à profiter de la nature globale de cet Institut.

Recherche de fonds - Il sera nécessaire pour le Directeur exécutif de tisser des réseaux de connaissances de manière intensive afin de prospecter des fonds pour l'Institut. La somme listée ici l'aidera quant au coût des déjeuners, dîners et des cotisations pour devenir membre d'organisations utiles pour acquérir un certain respect et une certaine notoriété, ainsi que les frais de participation à des conférences qui auront également une grande utilité.

Bulletin d'information - Un bulletin d'information aidera les parties intéressées à évaluer les activités de l'Institut de Formation, porter à la connaissance de financiers potentiels la réussite de l'Institut dans ses projets, et nourrir la famille de contacts que la Conférence a déjà réunie dans cette branche. La Conférence de La Haye a une entente avec les Publications Butterworths pour la publication et la distribution semestrielle de sa Lettre des juges. Le montant prévu de €4.000 représente uniquement les frais de traduction payés par la Conférence de La Haye. L'intention est évidemment que l'Institut établisse une pareille entente pour sa publication.

Budget de voyages - Il sera nécessaire que le Directeur exécutif et le Collaborateur juridique voyagent considérablement pendant la première année, de manière à prospecter des fonds pour l'Institut, de réunir et rencontrer sur le terrain des experts qui pourront participer aux futurs programmes.

Meubles de bureau - La somme budgétée pour les divers meubles de bureau énumérés, suffira à équiper les bureaux du Directeur exécutif, du Collaborateur juridique et de leur assistant pendant toute une année.

Coûts d'utilisation - Le coût du gaz et de l'électricité seront partagés avec le Bureau Permanent. En présumant que l'Institut occupera la moitié d'un étage donc le huitième de l'édifice, le coût doit être calculé en conséquence. L'Institut de Formation aura aussi sa propre ligne de téléphone et sa propre connexion à Internet. De plus, le Directeur exécutif aura un téléphone cellulaire.